

## Information et engagement climatique

Une étude de la Fondation Descartes — Novembre 2022

N° SPECIAL

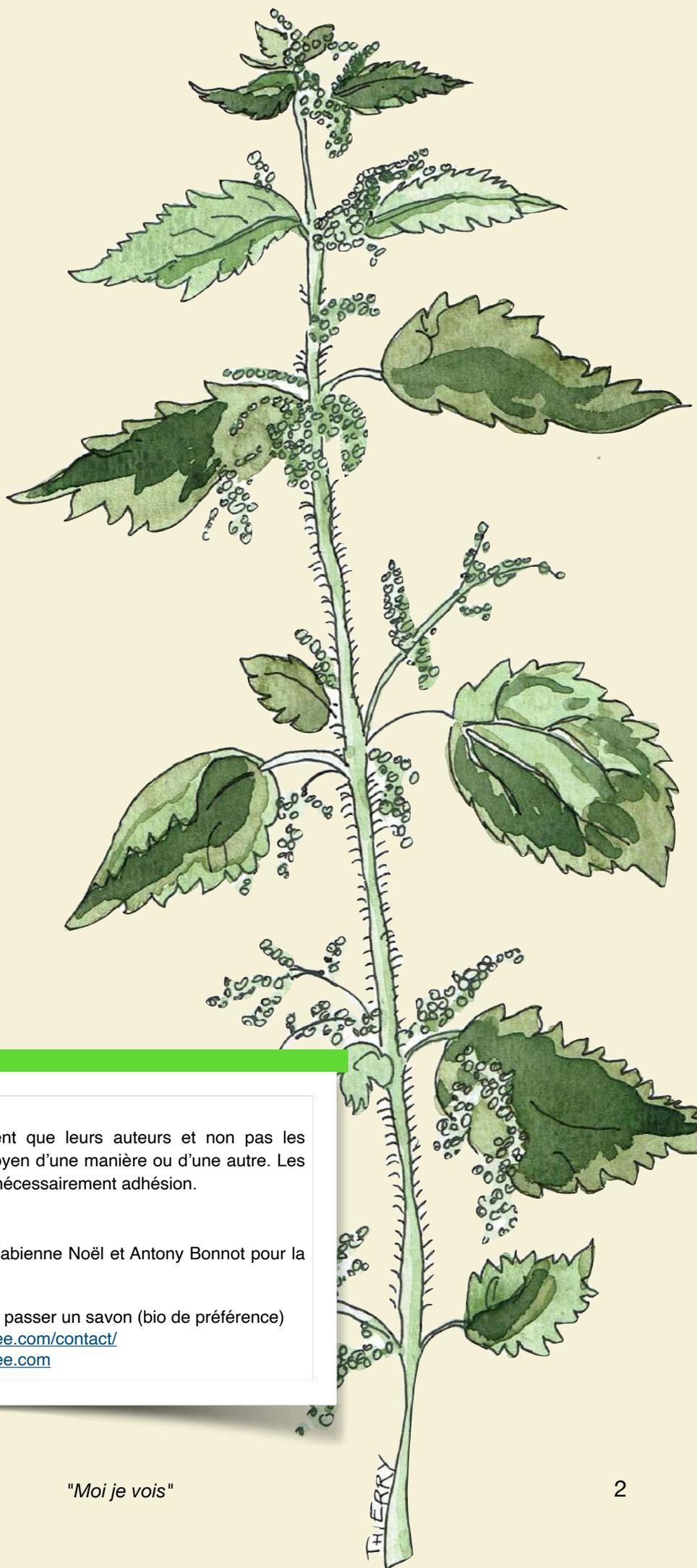
**QUE PENSENT LES FRANÇAIS ?  
QUE PREVOIT ET FAIT LA FRANCE ?**

FONDS DE DOTATION POUR LA CRÉATION DE LA  
**FONDATION  
DESCARTES**  
Information. Confiance. Démocratie

Préparer  
la France  
à +4°C

**PRÉSENTATION  
DU PLAN NATIONAL  
D'ADAPTATION  
AU CHANGEMENT  
CLIMATIQUE**

**P 25 consultation  
de la population**



### Rappel

Les propos tenus dans ce journal n'engagent que leurs auteurs et non pas les personnes qui font partie d'un collectif éco-citoyen d'une manière ou d'une autre. Les liens les livres et les références ne valent pas nécessairement adhésion.

### • colocaTerre ayant participé à ce numéro :

Jacques Variengien conception et rédaction, Fabienne Noël et Antony Bonnot pour la mise en ligne et la gestion du site

Vous voulez nous poser une question ou nous passer un savon (bio de préférence)

contact : <https://reseau-ecocitoyens.jimdofree.com/contact/>

site : <https://reseau-ecocitoyens.jimdofree.com>

**"Moi je vois", "les français pensent"**

Jacques VARIENGIEN

Tout le monde voit et sait ce que pensent les français, que ce soit mes amis, les politiques, les éditorialistes,....

**Et bien non, vous ne savez pas !**

Le seul moyen de le savoir est de leur poser la question. Et encore, on sait qu'il y a une différence entre ce que je pense, ce que je dis en public ou en privé, ce que je fais.

Que faire ? Le mieux est de lire **ce qu'en disent les sociologues** (encore faut-il avoir confiance en eux !), qui ne sont pas des journalistes ni des éditorialistes ni des politiques. Ils ne sont pas engagés dans la lutte pour le pouvoir. Ce qui n'empêche pas bien sûr de critiquer la formulation des questions, les absences de certaines questions, car il y a toujours une part de subjectivité.

Et que disent-ils ? J'ai peur qu'ils disent à peu près le contraire de ce que vous "voyez". Alors, c'est donc qu'ils ont tort ? Ou bien que votre façon de généraliser à partir de quelques témoignages est une erreur de méthode.

Pour la énième fois, je vais publier une étude solide. Mais je suis sans espoir car "je vois bien" à la réaction des gens qui me parlent que "les gens savent" ; ils n'ont pas besoin de lire les enquêtes, pas plus celle-ci que les précédentes. Je vais le faire quand même, juste pour le plaisir

de vous dire non quand vous me direz "moi je vois". On a les plaisirs qu'on peut.

Au fait, savez-vous ce que pensent vos voisins, les gens de votre village, du Territoire ? Non ? C'est normal, personne ne le sait et personne ne veut le savoir ; aucune enquête n'est en chantier. Mais bien sûr "moi je vois" que nous sommes tous des démocrates et que nos représentants nous représentent.

Pour être citoyen, il faut un minimum de connaissances fiables, un esprit critique formé et non pas formaté, des agoras pour penser/parler et être souverain, soit faire la règle du jeu. "Moi je vois", il y a loin de la coupe aux lèvres.

Et puis il y a le Plan d'adaptation, des Plans. Voici p 27, celui de **la France à +4°** (+3° monde).

***Mais qui a voté pour un tel monde ? Le Peuple ?***

# Présentation de la Fondation Descartes

Initiative apaisane, indépendante, citoyenne et européenne lancée en 2019, la Fondation Descartes est un institut de recherche pluridisciplinaire basé à Paris dédié aux questions relatives à l'information et au débat public à l'heure d'Internet et des réseaux sociaux. Sa vocation est de contribuer à la recherche sur ces questions et de promouvoir l'exigence d'une information sincère pour une démocratie basée sur la confiance.

La gouvernance de la Fondation Descartes est assurée par un Conseil d'Administration composé de neuf membres et présidé par Jean-Philippe Hecketsweiler. Le Conseil Scientifique de la Fondation Descartes est présidé par Gérald Bronner. L'équipe de recherche de la Fondation Descartes est dirigée par Laurent Cordonier.

La Fondation Descartes est constituée sous la forme d'un fonds de dotation de droit français. Elle est financée par des contributions privées.

L'ensemble des publications de la Fondation Descartes est disponible sur le site [www.fondationdescartes.org](http://www.fondationdescartes.org)

Vous pouvez vous abonner à la newsletter mensuelle de la Fondation Descartes *via* ce lien : <https://www.fondationdescartes.org/inscription-newsletter>

Vous pouvez aussi soutenir notre action *via* ce lien : <https://www.fondationdescartes.org/soutenir-la-fondation>

## Auteur de l'étude



**LAURENT CORDONIER**, docteur en sciences sociales, est directeur de la recherche à la Fondation Descartes et coordinateur de son Conseil scientifique. Il est en outre collaborateur scientifique externe de l'Université de Lausanne (Suisse).

Contact : [lc@fondationdescartes.org](mailto:lc@fondationdescartes.org)

## Enquête au format pdf

[https://www.fondationdescartes.org/wp-content/uploads/2022/11/Information\\_et\\_engagement\\_climatique.pdf](https://www.fondationdescartes.org/wp-content/uploads/2022/11/Information_et_engagement_climatique.pdf)

Ci-joint présentation par l'auteur



# Résumé de l'étude

## Objectifs

**1. Comprendre le comportement d'information des Français sur le climat** (intérêt pour le sujet, fréquence d'information et canaux utilisés).

**2. Obtenir une photographie de l'opinion des Français sur la couverture et le traitement médiatique du climat.**

**3. Déterminer l'influence du comportement informationnel des Français**, ainsi que d'autres de leurs caractéristiques (sociodémographiques, politiques, cognitives), **sur :**

- ▮ **leurs connaissances du sujet climatique** (évaluées au moyen d'un quiz spécifiquement élaboré pour cette étude) ;
- ▮ **leur disposition à adopter des comportements individuels en faveur du climat** (par exemple, limiter son utilisation de la voiture ou sa consommation de viande) ;
- ▮ **leur disposition à accepter des mesures climatiques contraignantes** (par exemple, instauration de taxes carbone ou interdiction des vols courtes distances).

## Méthodologie

▮ Analyse des réponses d'un **panel de 2 000 personnes** à un questionnaire élaboré par l'auteur de l'étude. Le panel de répondants est **représentatif de la population française majeure** par le genre, l'âge, la profession, la catégorie d'agglomération et la région de résidence.

▮ Questionnaire passé sur Internet par le panel entre le 28 juillet et le 7 août 2022.

▮ Partenaire pour la constitution du panel, la diffusion du questionnaire et la collecte des données : Institut Viavoice.

▮ Analyses des données brutes du questionnaire réalisées par l'auteur de l'étude.

## Résultats clés

▮ Les **médias généralistes** constituent le **premier canal d'information climatique** des Français, **avant les réseaux sociaux**. Pourtant, **les Français se montrent majoritairement critiques** à l'égard de la manière dont les médias traitent du sujet climatique. **Deux types de critiques** émergent à l'analyse :

- **Premièrement**, celles selon lesquelles **le traitement médiatique du climat serait insuffisamment orienté vers les solutions et trop peu rigoureux et pédagogique**. Les critiques de ce type se retrouvent de manière assez **homogène dans l'ensemble de la population**.

- **Deuxièmement**, celles selon lesquelles **le traitement médiatique du climat serait trop alarmiste, politisé, militant et moralisateur**. Les critiques de ce type, comparativement moins fréquentes, se retrouvent **d'avantage chez les Français proches de la droite ou de l'extrême-droite**.

▮ Nos analyses statistiques montrent par ailleurs que **s'informer fréquemment sur le climat via les médias généralistes améliore en moyenne le niveau des connaissances climatiques des Français**, alors que **le faire via les réseaux sociaux a globalement l'effet inverse**.

▮ Les **facteurs cognitifs connus pour protéger contre les fausses informations** (style de pensée analytique, notamment) sont associés à de **meilleures connaissances climatiques**.

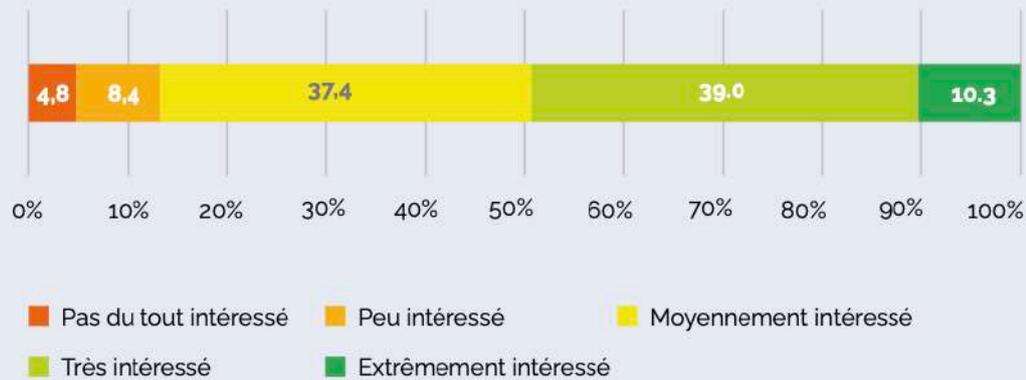
▮ Les **Français intéressés par l'actualité climatique, et qui s'informent fréquemment sur le sujet** (tous canaux confondus) sont **d'avantage disposés à adopter des comportements favorables au climat**. Notons que **les médias généralistes, à eux seuls, ne semblent pas jouer un rôle spécifique** dans la disposition aux actions climatiques individuelles.

▮ Un **autre facteur incitant aux actions individuelles** favorables au climat est le **peur du dérèglement climatique** et de ses conséquences. En revanche, si cette peur se transforme en défaitisme, la disposition à adopter des comportements environnementaux vertueux s'amenuise alors.

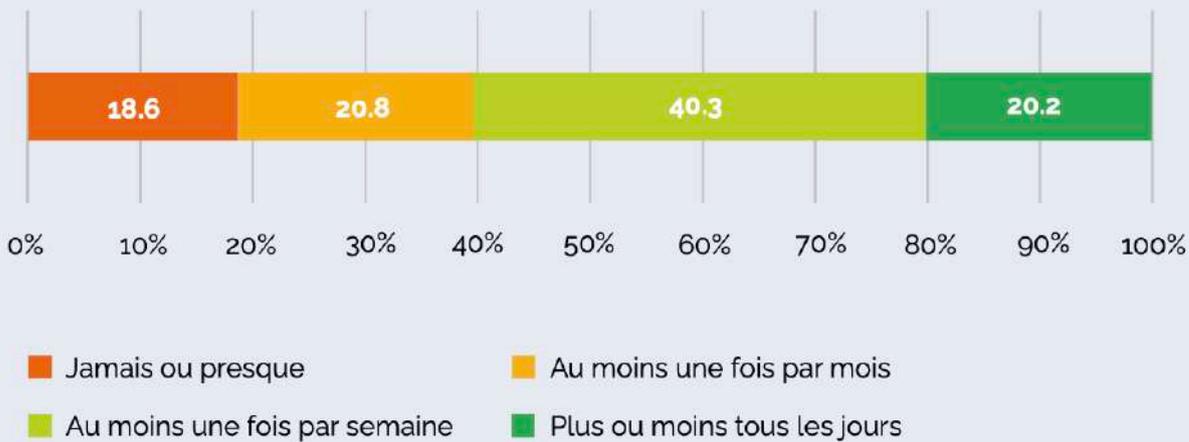
▮ Les **facteurs qui influencent le plus le niveau d'acceptation de mesures contraignantes en faveur du climat** sont les suivants :

- **La manière dont les Français perçoivent les effets de ces mesures** : plus elles sont perçues comme **efficaces** pour lutter contre le dérèglement climatique, plus elles sont acceptées. Inversement, plus elles sont perçues comme **injustes socialement** ou **néfastes pour le niveau de vie** des répondants eux-mêmes, moins elles sont acceptées.
- **Le comportement informationnel des Français** : plus ils sont intéressés par l'actualité climatique et s'informent fréquemment sur le sujet (tous canaux d'information confondus), plus ils se montrent favorables aux mesures climatiques contraignantes.
- **La crainte du dérèglement climatique** : plus elle est forte, plus les Français se montrent favorables aux mesures contraignantes en faveur du climat.
- **La perception par les Français de leur propre empreinte carbone** : plus ils pensent être émetteurs de CO<sub>2</sub>, moins ils sont favorables aux mesures climatiques contraignantes.

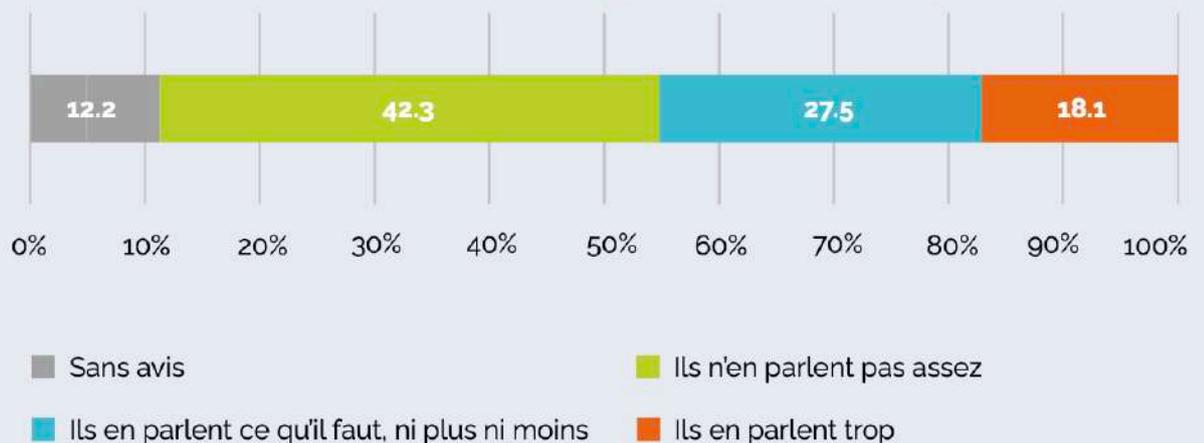
## À quel point diriez-vous que vous êtes intéressé par l'information et l'actualité sur le changement climatique ?



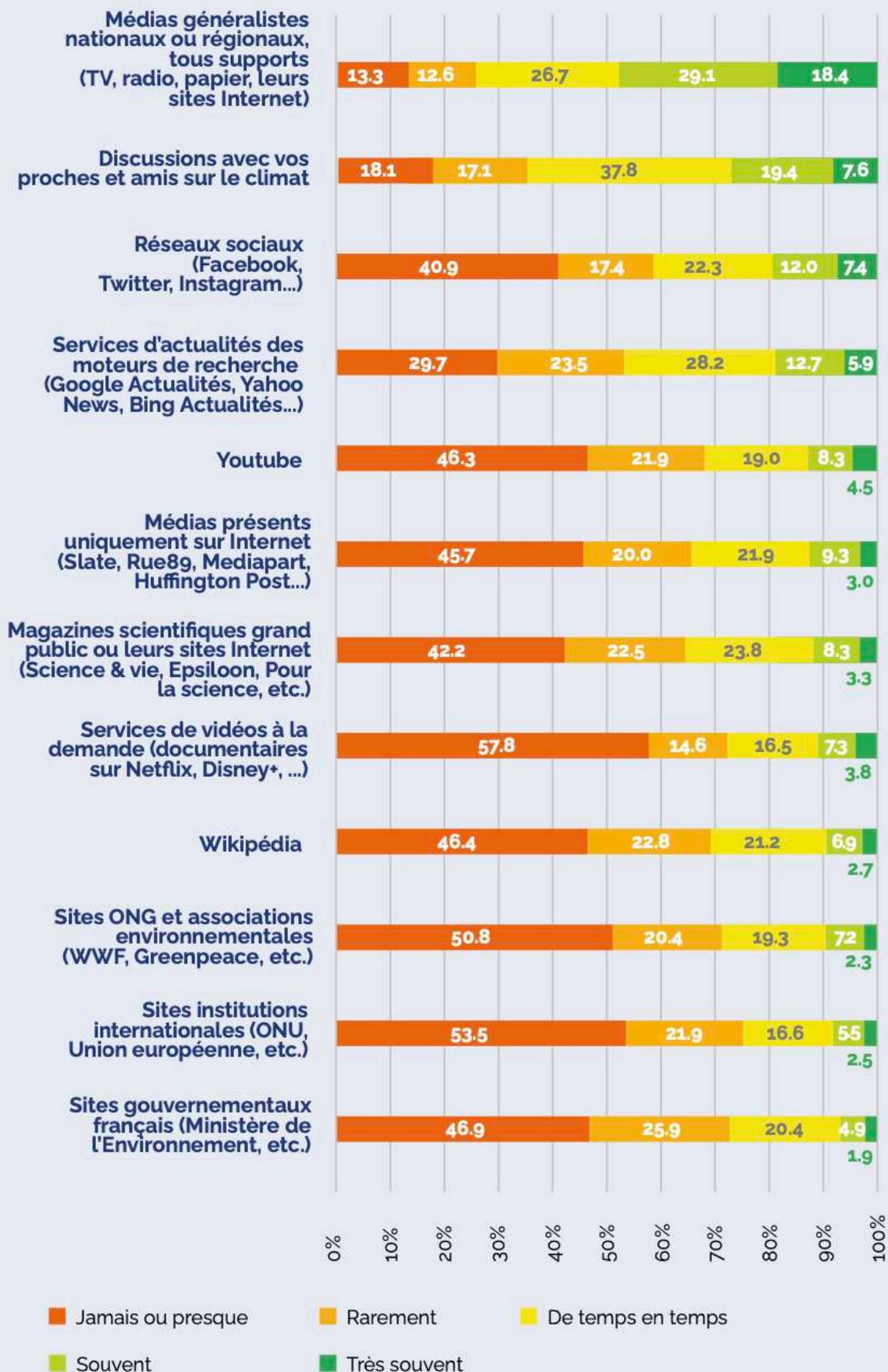
## À quelle fréquence consultez-vous des informations sur le changement climatique dans les journaux, des magazines, sur Internet, sur les réseaux sociaux, à la télé, à la radio... ?



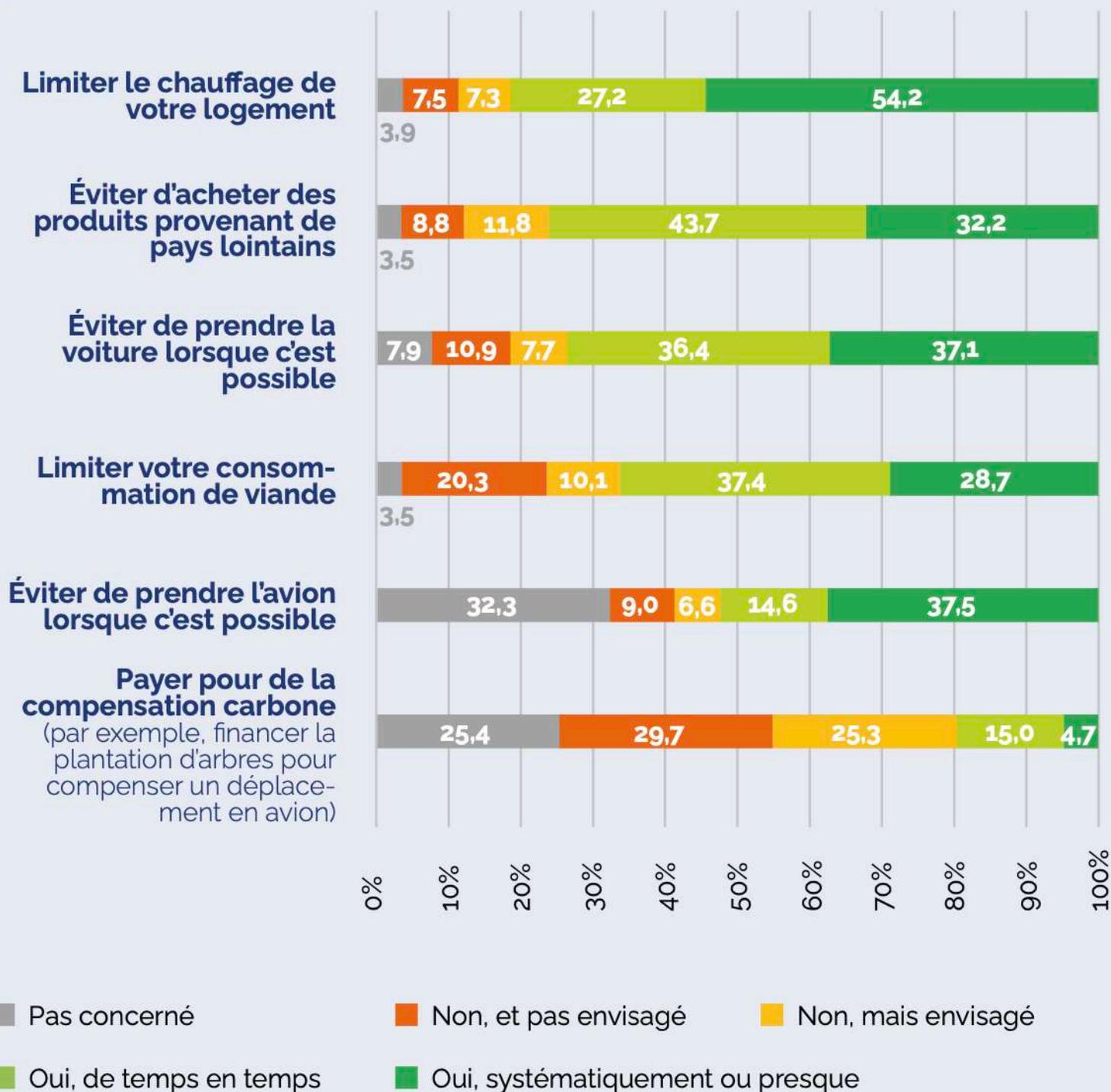
## Comment trouvez-vous que les grands médias français (journaux, radio, télé et sur Internet) couvrent la question du changement climatique ?



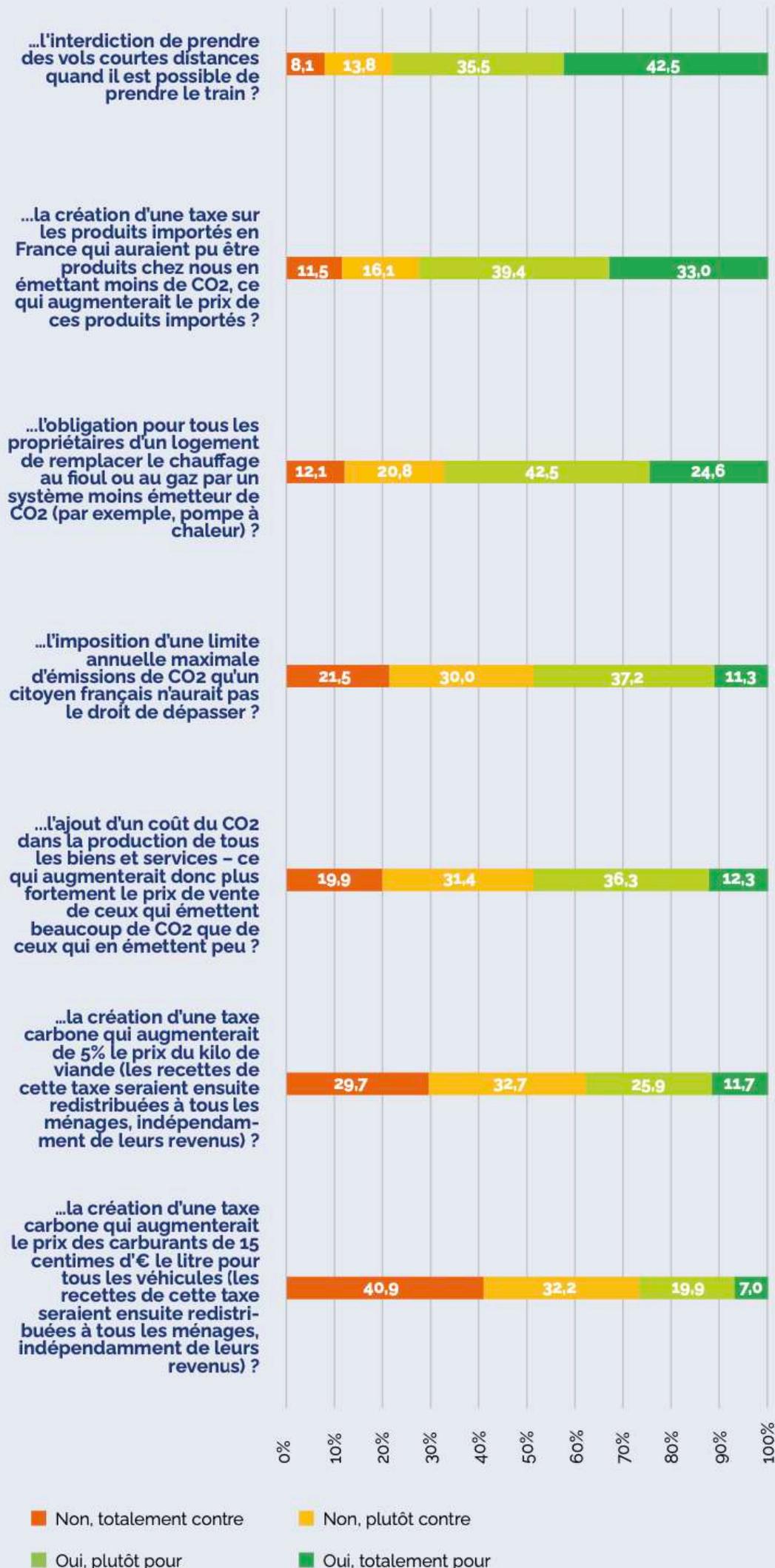
## Pour vous informer sur le changement climatique et son actualité, quels canaux utilisez-vous ?



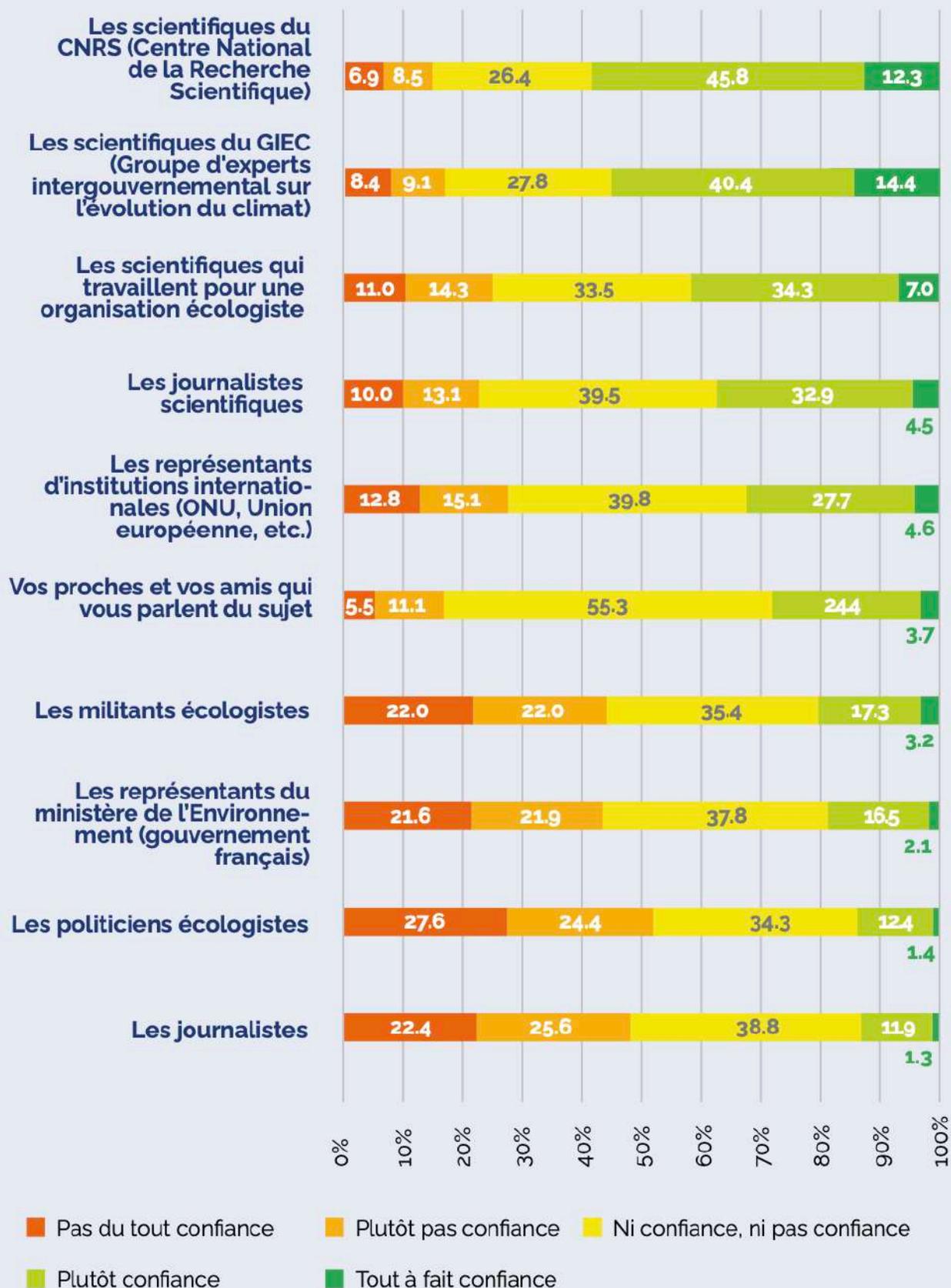
**Voici des actions individuelles qui permettent de diminuer vos émissions de CO<sub>2</sub>. Pour chacune d'entre elles, indiquez si vous le faites ou non, ou si vous n'êtes pas concerné.**



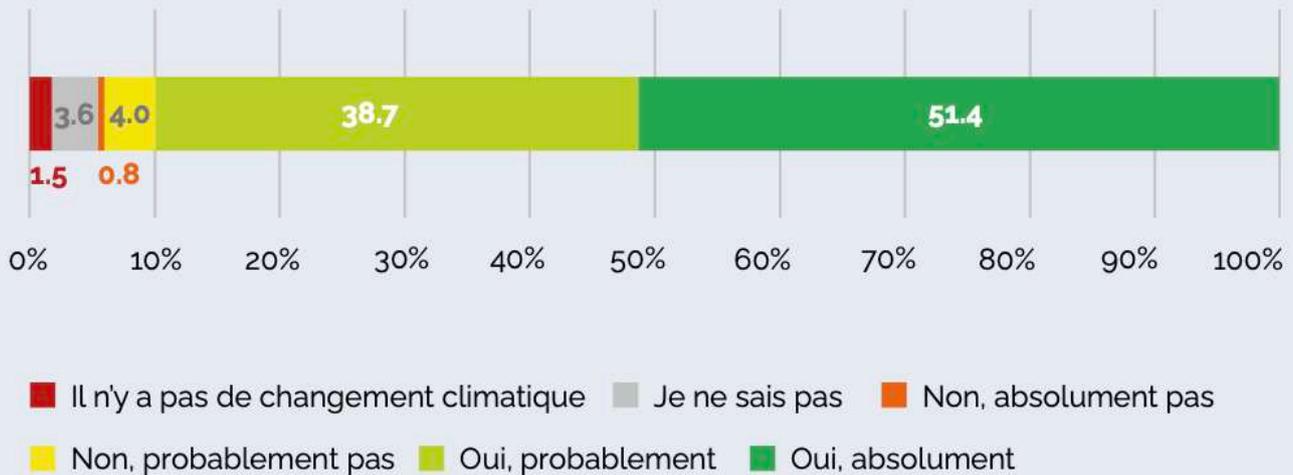
## Seriez-vous favorable à...



## À quel point faites-vous confiance aux personnes suivantes pour vous dire la vérité sur la situation climatique ?



## Selon vous, le changement climatique aura-t-il de graves conséquences négatives pour les humains et la nature ?

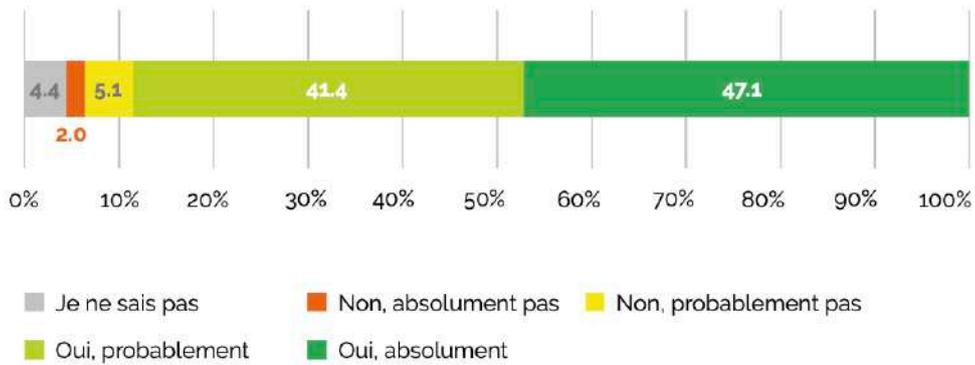


## Trouvez-vous que le gouvernement français en fait assez pour lutter contre le changement climatique ?

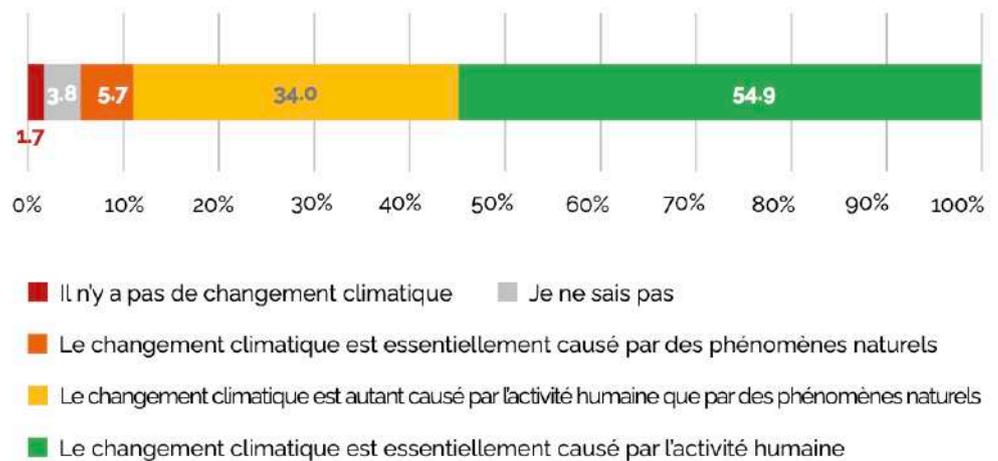


# ETAT DU CLIMATO-SCEPTICISME EN FRANCE

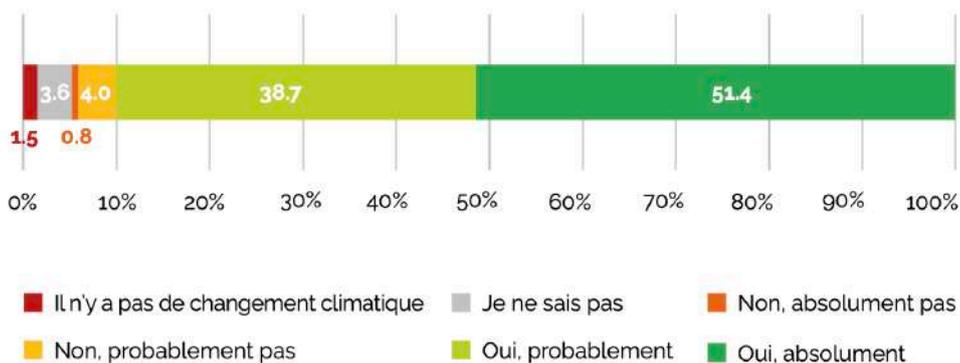
## Selon vous, sommes-nous en train de vivre un changement climatique global ?



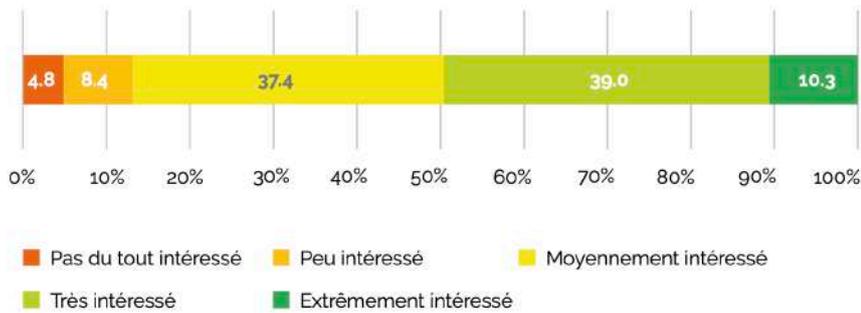
## Quelle est selon vous la cause du changement climatique ?



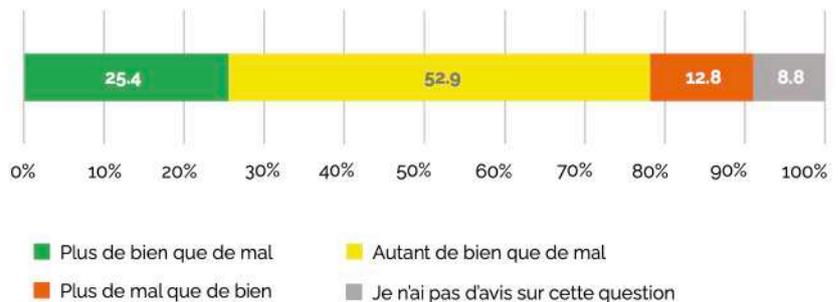
## Selon vous, le changement climatique aura-t-il de graves conséquences négatives pour les humains et la nature ?



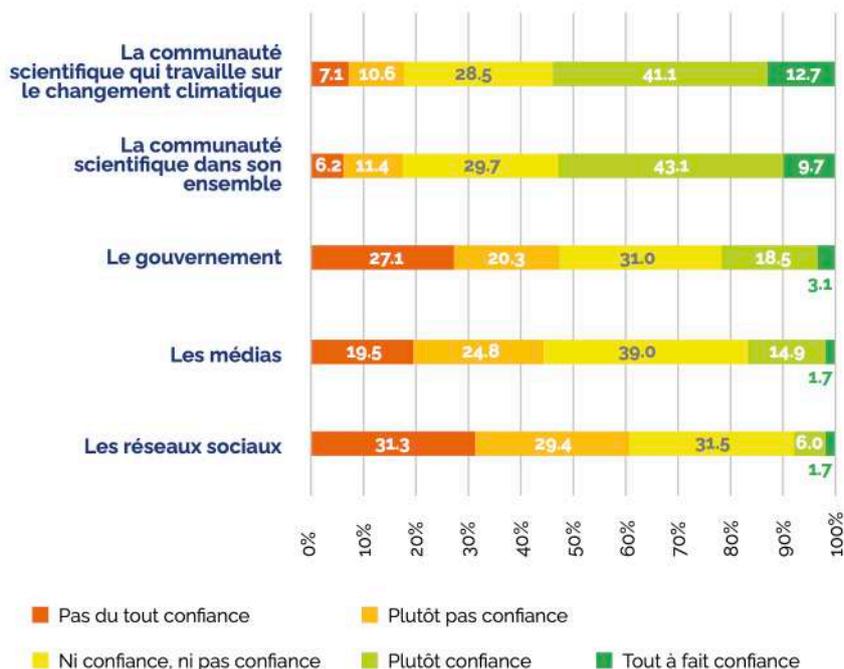
## À quel point diriez-vous que vous êtes intéressé par l'information et l'actualité sur le changement climatique ?



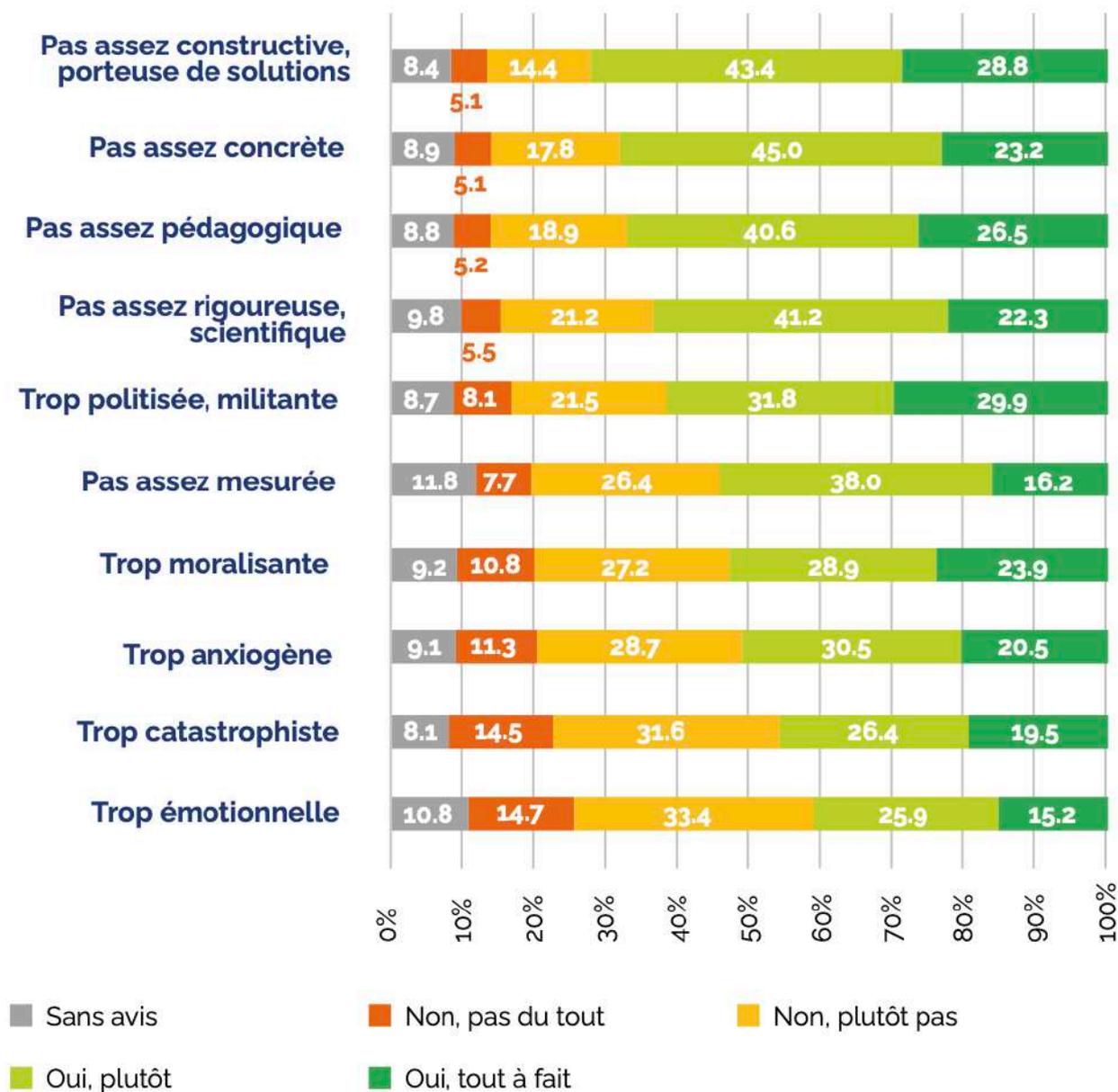
## D'une manière générale, vous avez l'impression que la science apporte à l'homme...



## De manière générale, à quel point avez-vous confiance dans les institutions françaises ou les groupes suivants :



## Avez-vous le sentiment que le changement climatique est traité par les grands médias français de façon... ?



Nous avons conduit des analyses statistiques pour identifier les caractéristiques sociodémographiques et politiques associées au fait de considérer que les médias parlent trop du dérèglement climatique. Comme on peut le voir dans le **Tableau 6, par rapport à tous les autres répondants (N = 1638), ceux qui déclarent que les médias parlent trop du climat (N = 362) :**

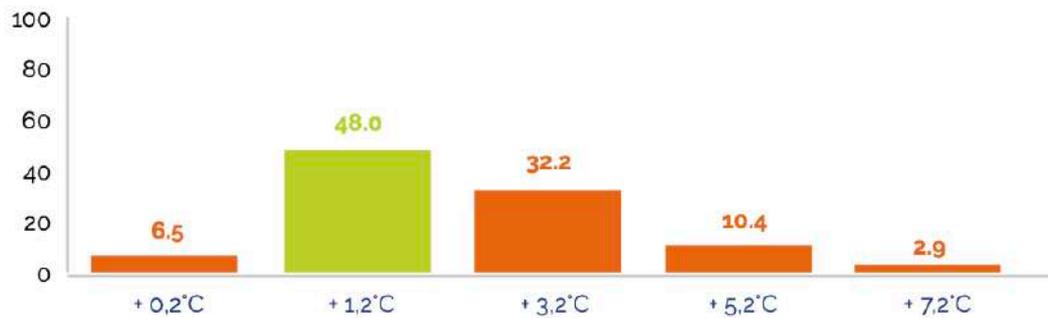
- ▣ sont proportionnellement plus nombreux à être des **hommes** (56 %) que des femmes (44 %) ;
- ▣ sont en moyenne **plus âgés** ;
- ▣ sont plus fréquemment des retraités et moins fréquemment des actifs et des étudiants ;
- ▣ se déclarent plus fréquemment **politiquement proches de la droite et de l'extrême-droite**, et moins fréquemment proches des écologistes et de l'extrême-gauche ;
- ▣ disent en moyenne avoir **moins peur du dérèglement climatique** ;
- ▣ affirment en moyenne s'informer plus fréquemment sur l'actualité en général, mais porter moins d'intérêt pour l'actualité climatique et s'informer moins fréquemment sur le climat ;
- ▣ déclarent en moyenne faire **moins confiance aux médias**.

# NIVEAU DE CONNAISSANCES.

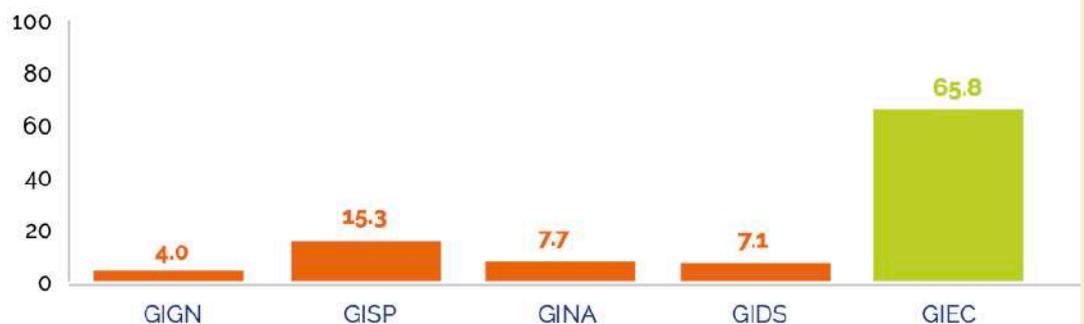
Profitez-en pour vous tester

En vert les bonnes réponses

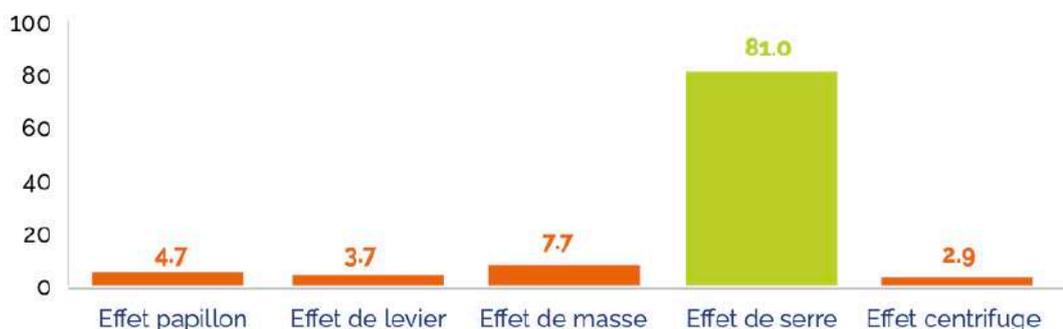
**Q1. Depuis la révolution industrielle, la température mondiale moyenne a augmenté d'environ :**



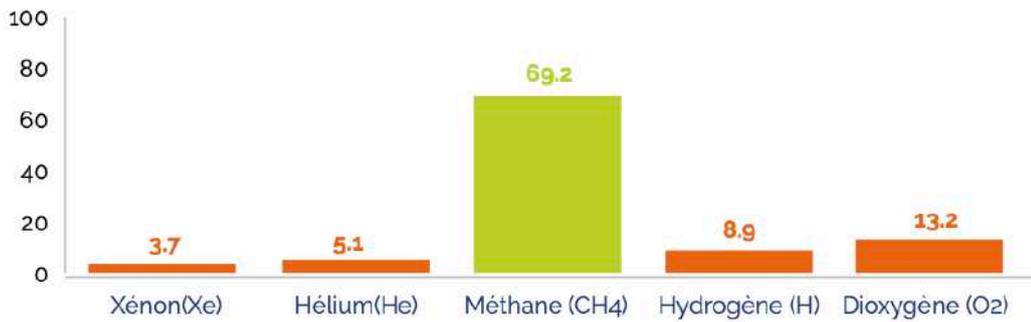
**Q2. Quel est le nom français du groupe international de scientifiques qui étudient le climat et son évolution ?**



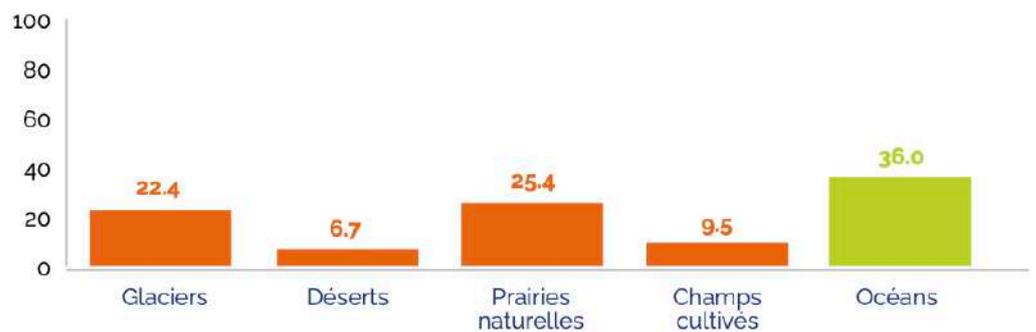
**Q3. Comment s'appelle le mécanisme physique qui retient sur Terre une partie de la chaleur provenant du soleil ?**



**Q4. Après le gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), lequel de ces gaz participe le plus au réchauffement du climat ?**



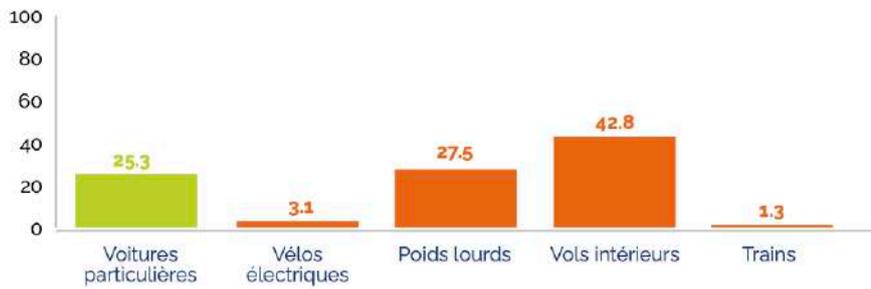
**Q5. Un "puits de carbone" est un réservoir qui absorbe du gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) de l'atmosphère. Quels sont les plus importants "puits de carbone" naturels sur Terre ?**



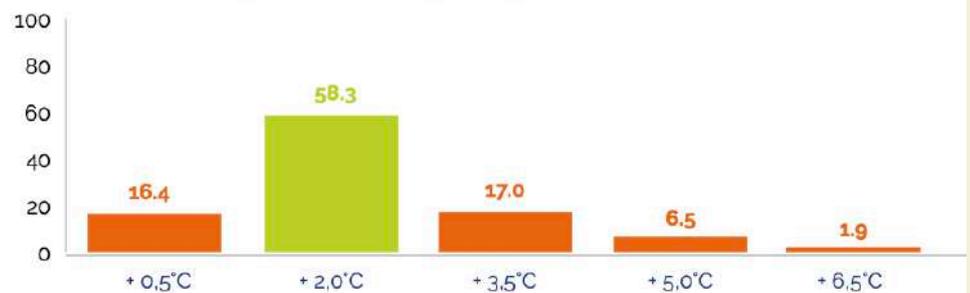
**Q6. Pour produire une même quantité d'énergie, laquelle de ces sources émet le moins de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) ?**



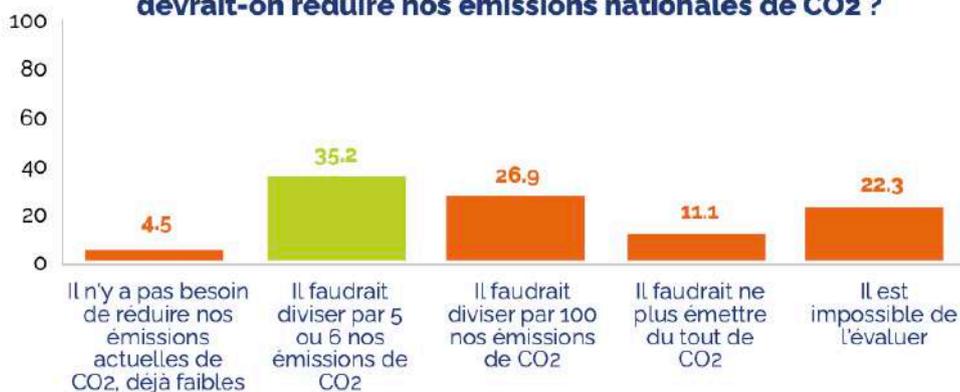
**Q7. En France, quel est le secteur des transports qui, au total, émet le plus de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) ?**



**Q8. L'objectif à long terme de "l'accord de Paris sur le climat" est que l'augmentation de la température moyenne de la planète ne dépasse pas au maximum :**



**Q9. En France, pour ne pas émettre plus de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) que ce qui peut être naturellement retiré de l'atmosphère (neutralité carbone), de combien devrait-on réduire nos émissions nationales de CO<sub>2</sub> ?**



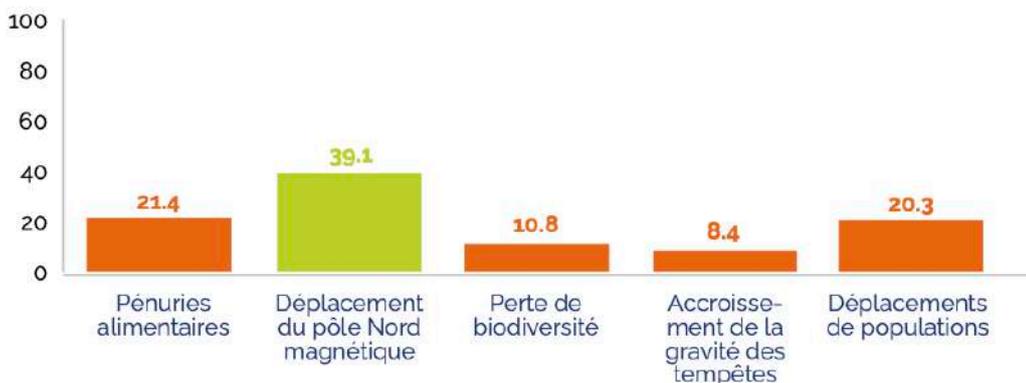
**Q10. Imaginons que je libère aujourd'hui dans l'atmosphère 1 tonne de gaz carbonique (CO2). Combien de temps faudra-t-il pour que la totalité de ce CO2 sorte de l'atmosphère ?**



**Q11. L'élévation du niveau moyen des mers et des océans est un des effets du changement climatique. De combien ce niveau s'est-il déjà élevé depuis 1901 ?**

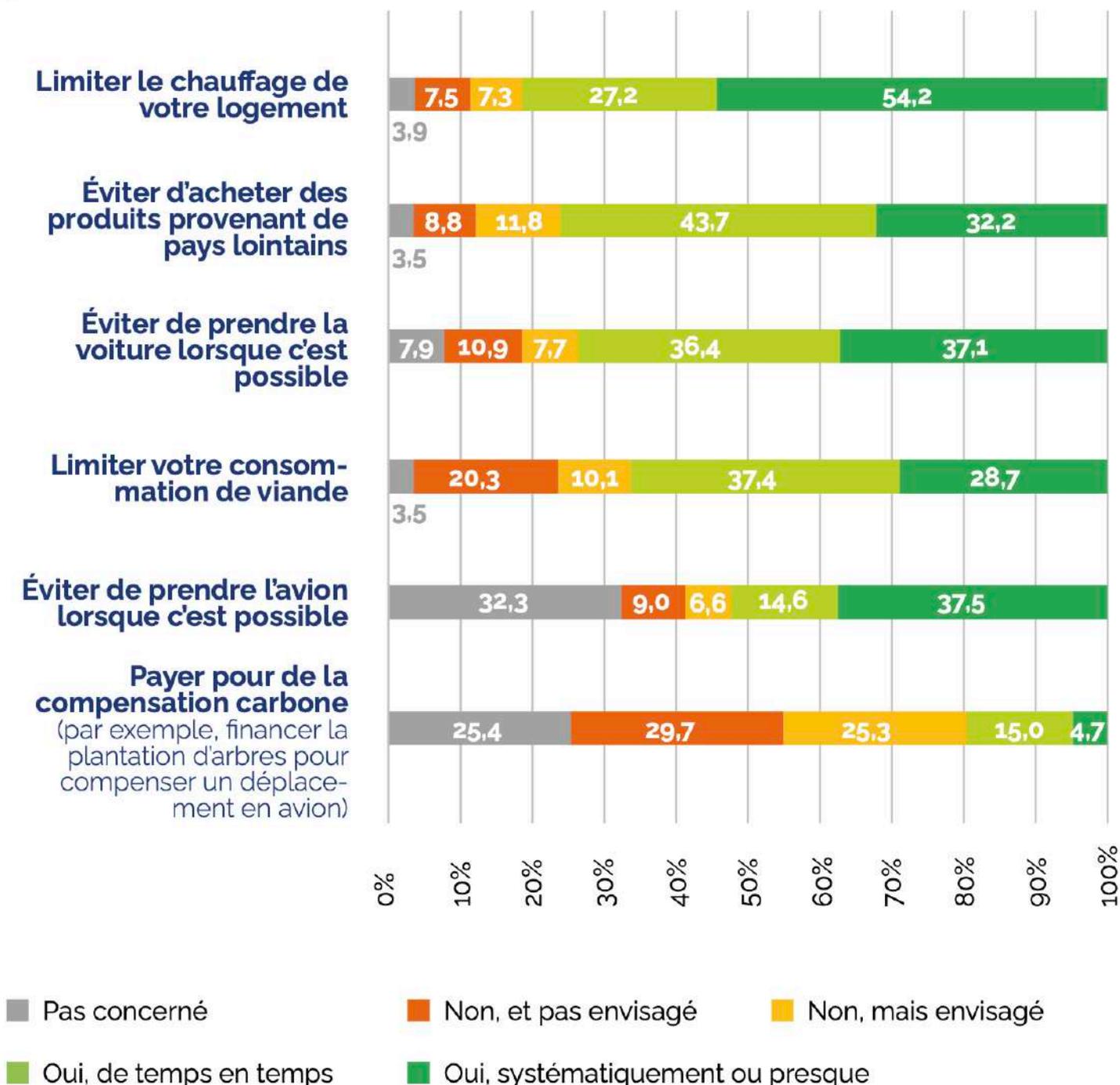


**Q12. Au niveau mondial, lequel des phénomènes suivants n'est pas une conséquence actuelle ou prévisible du changement climatique ?**



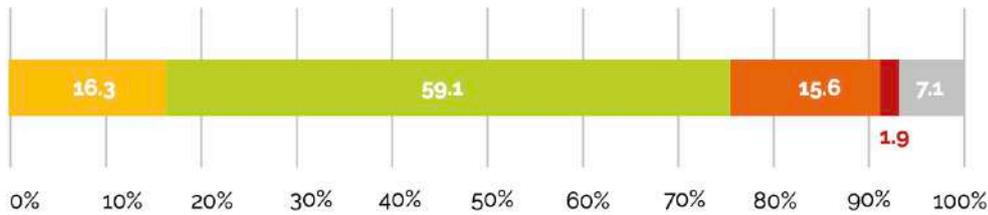
# ENGAGEMENT CLIMATIQUE

Voici des actions individuelles qui permettent de diminuer vos émissions de CO<sub>2</sub>. Pour chacune d'entre elles, indiquez si vous le faites ou non, ou si vous n'êtes pas concerné.

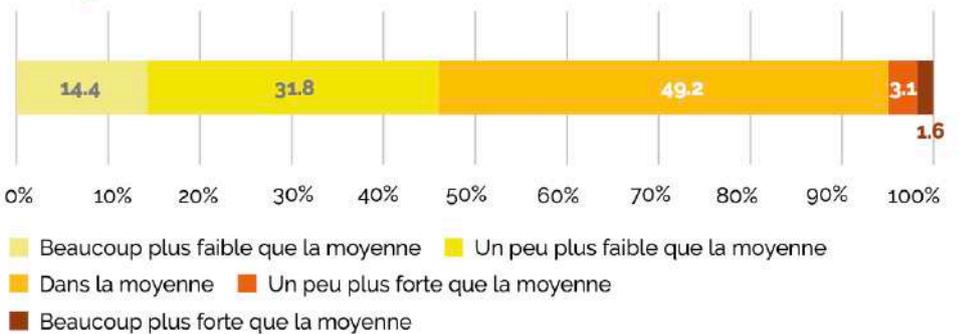


## De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

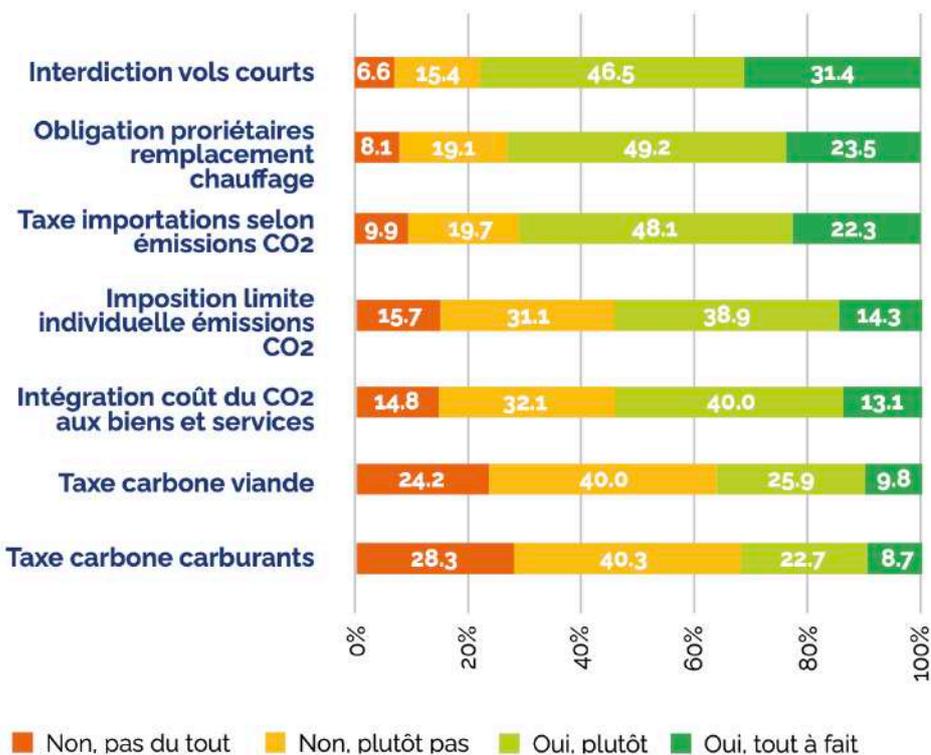
- C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique
- C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique
- Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique
- Le changement climatique n'existe pas
- Je n'ai pas d'avis sur cette question



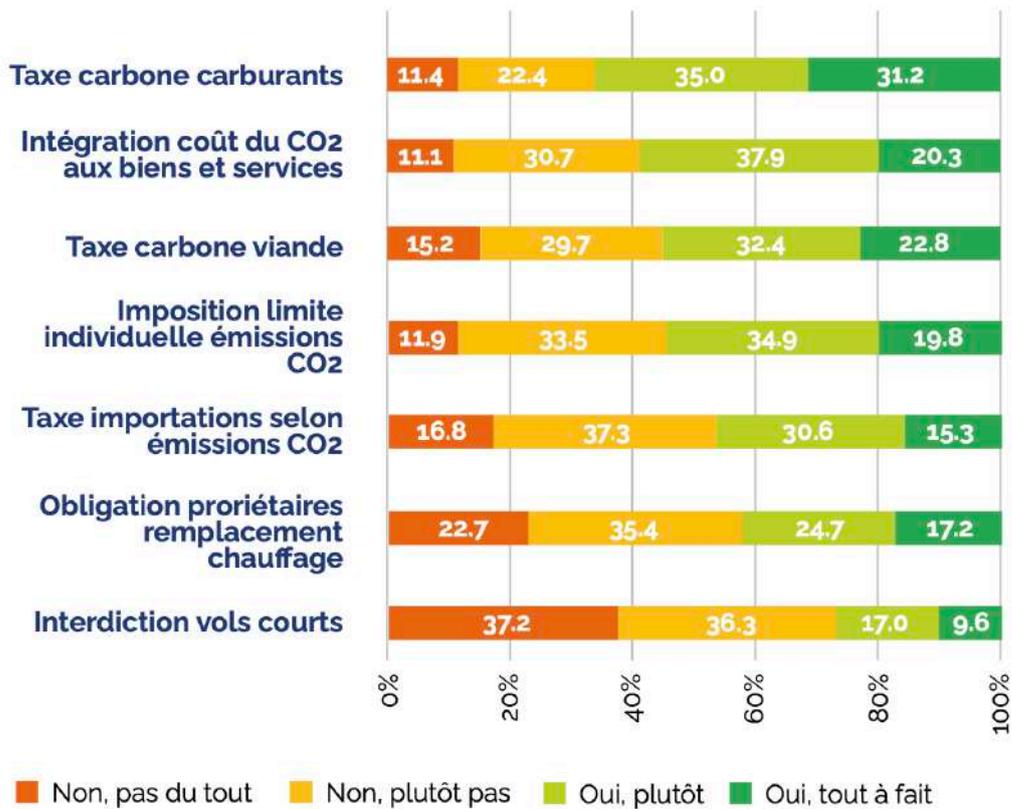
## Si vous vous comparez à la moyenne des Français qui ont un même niveau de vie que le vôtre, vous diriez que la quantité de CO2 que vous émettez chaque année est :



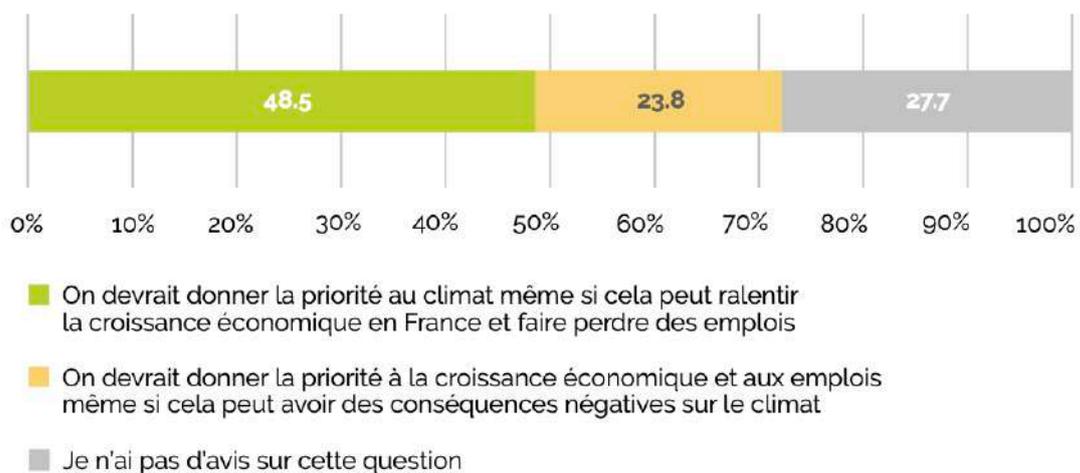
## Selon vous, cette mesure serait-elle efficace pour lutter contre le changement climatique ?



## Selon vous, cette mesure aurait-elle des conséquences négatives sur votre propre niveau ou mode de vie ?

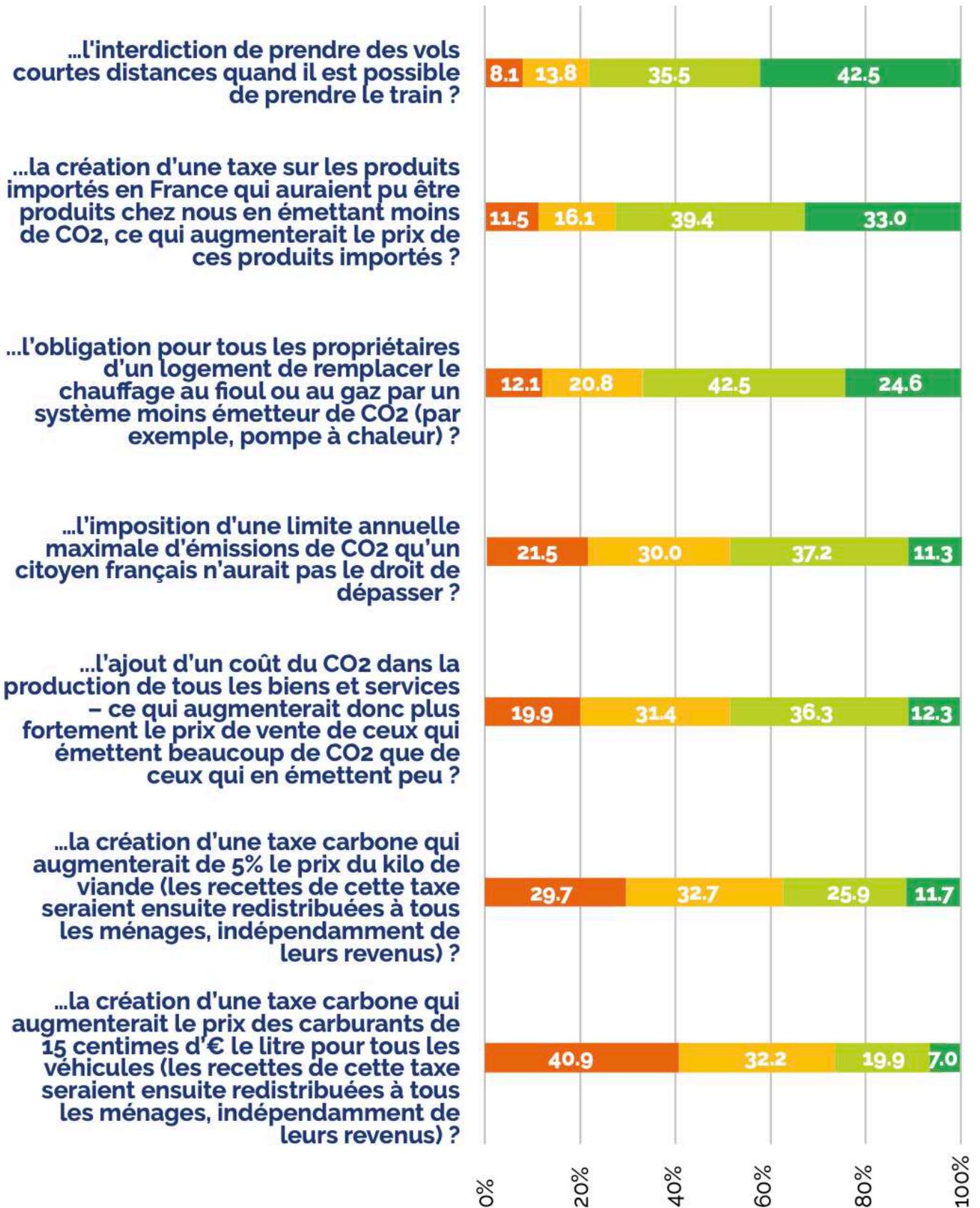


## Parmi les propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?



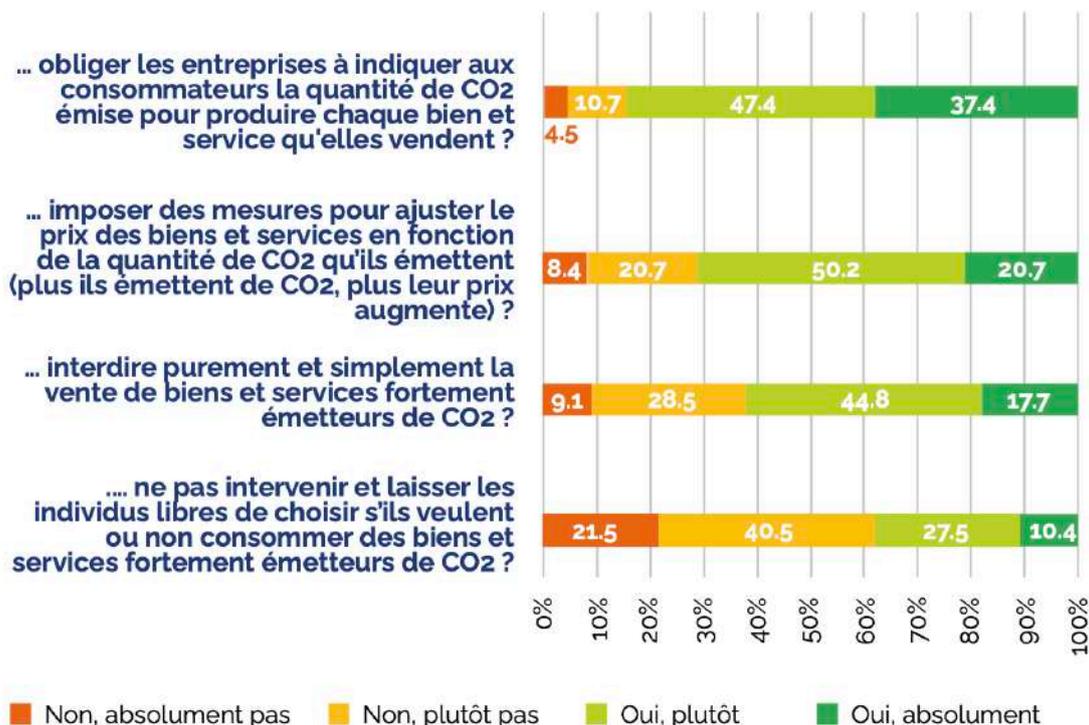
## Seriez-vous favorable à...

■ Non, totalement contre 
 ■ Non, plutôt contre 
 ■ Oui, plutôt pour 
 ■ Oui, totalement pour

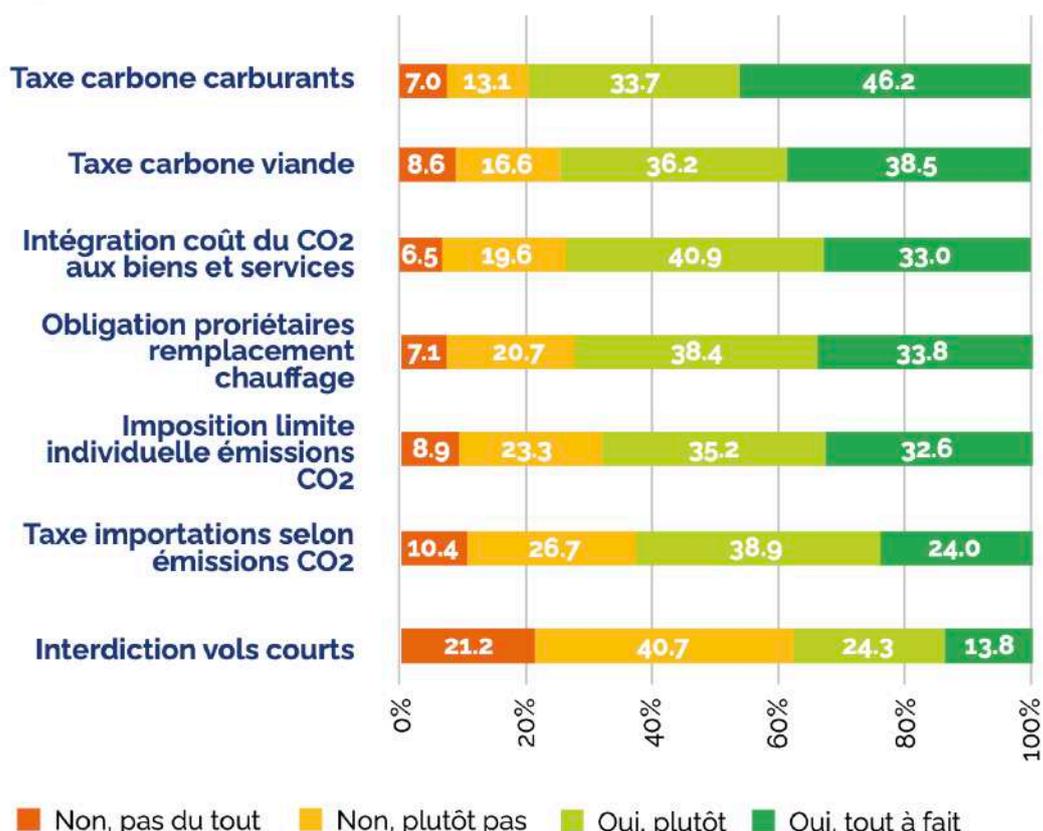


## Pour lutter contre le changement climatique, quelle(s) politique(s) pensez-vous qu'il faudrait adopter ?

### Pensez-vous qu'il faudrait ...



## Selon vous, cette mesure serait-elle injuste socialement (les bas revenus seraient autant ou plus pénalisés que les hauts revenus) ?



# BONUS TRACK

## Connaissez-vous le PNACC ? Non ? Pas grave, c'est pas urgent !

La science nous alerte, depuis plusieurs décennies, sur les conséquences des activités humaines sur le climat.

Réduire nos émissions de gaz à effet de serre est donc un enjeu de survie. C'est le défi du siècle et à ce titre, c'est l'une des priorités absolues du Gouvernement.

Mais, même si nous agissons fortement et que nos émissions de gaz à effet de serre ont diminuées de 5,8% en 2023, les scientifiques nous rappellent que les effets du dérèglement climatique sont déjà là. Qu'il faut donc les anticiper et nous adapter, dès maintenant.

Entre 2011 et 2020, le climat mondial s'est déjà réchauffé de 1.1°C par rapport aux niveaux préindustriels. Nous avons tous pu en constater les effets concrets. Ils sont graves, parfois tragiques. Tragiques pour les victimes des inondations qui ont frappé notre pays ces douze derniers mois, souvent à plusieurs reprises. Tragiques pour tous ceux dont la maison se fissure à cause des successions de sécheresses et de fortes pluies. Tragiques pour nos agriculteurs qui voient leurs rendements diminuer. Tragiques pour les zones touchées par des feux de forêt ou des pénuries d'eau.

Se préparer, anticiper, agir. Voilà le sens du Plan national d'adaptation au changement climatique qui est présenté aujourd'hui.

Pour cela, nous allons déployer des méthodes claires de diagnostic, de cartographies, de planification pour anticiper et maîtriser les risques. Nous adoptons ainsi une trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique – la TRACC –, qui sera intégrée dans tous les documents de planification publique. Pour apprendre, dans l'ensemble des secteurs de la société, à vivre, travailler, se déplacer dans une France à +4°C.

Pourquoi +4°C en France ? Parce que c'est ce que nous prédisent les scientifiques dans un scénario où la planète se réchaufferait d'un peu plus de 3°C, sachant que l'Europe se réchauffe plus vite que le reste du monde.

Avec ce plan, toutes les politiques nationales et locales, toutes les entreprises, toutes les normes, plans et programmes d'aménagement, politiques sectorielles et aides publiques devront à terme prendre en compte le climat futur correspondant à ces niveaux de réchauffement. C'est un profond changement de paradigme que nous enclenchons.

Les objectifs de ce PNACC sont clairs :

- Planifier les actions à mener d'ici 2030 pour s'adapter progressivement au réchauffement climatique attendu d'ici 2100 ;
- Mettre en œuvre les 51 mesures concrètes qui ciblent les populations et les territoires les plus à risques, en veillant à ne pas accroître ou créer d'inégalités.

Ce plan est l'aboutissement d'un travail interministériel de plus de deux ans et d'une mobilisation inédite de tous les acteurs. Cela nous permet, aujourd'hui, de déboucher sur un plan ambitieux et opérationnel. Désormais, si nous voulons être à la hauteur de l'urgence, l'ensemble de la société doit se l'approprier. C'est l'objectif de la consultation qui s'engage aujourd'hui pour les deux prochains mois et qui permettra de l'enrichir, grâce à la prise en compte des contributions de chacun.



**Agnès Pannier-Runacher**

Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques

**NDLR Est-ce que nos élus ont bien lu ceci ?**

Si oui devraient-ils convoquer la population pour lui dire ce qui nous attend ? Savoir ce que l'on en pense ?

**Pour donner son avis ? Allez sur le site de votre mairie.**

Non je plaisante. C'est ici. Mais à quoi bon en démocratie ?

<https://www.ecologie.gouv.fr/rendez-vous/plan-national-dadaptation-changement-climatique-ouverture-consultation-publique>

**25 oct.2024**

Déplacement du Premier ministre et d'Agnès Pannier-Runacher dans le Rhône pour le lancement officiel de la consultation du PNACC

**27 déc. 2024**

Fin de la consultation

**Début 2025**

Analyse des travaux de la consultation et mise en œuvre du PNACC

# LA FRANCE SE DOTE D'UN NOUVEAU PLAN D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Avec la publication de son nouveau Plan national d'adaptation au changement climatique, la France confirme son avance en matière de planification de l'adaptation.

Ce nouveau plan s'inscrit dans la Stratégie française énergie climat, feuille de route pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, conformément à l'Accord de Paris et au Pacte vert pour l'Europe.

Face au changement climatique, la France se prépare tout en poursuivant son action globale et de long terme sur le niveau des émissions de gaz à effet de serre.

## La France, pionnière de l'adaptation

Notre pays prend le chemin de l'adaptation dès 2006 en se dotant d'une stratégie nationale, sept ans avant la première stratégie de l'Union européenne. Puis, il publie un plan méthodologique en 2011, le premier de cette ampleur en Europe.

Depuis 2018, la politique d'adaptation de la France s'inscrit dans le cadre du deuxième Plan national d'adaptation au changement climatique.

Ce troisième Plan national d'adaptation au changement climatique permet à la France de changer d'échelle.

## Une stratégie intégrée

Ce nouveau Plan national d'adaptation au changement climatique propose de rendre la prise en compte des enjeux d'adaptation systématique, dans toutes les politiques publiques : santé, économie, agriculture, biodiversité, éducation, travail, urbanisme, logement, transports, culture...

Étape par étape, il nous prépare à habiter la France à +4°C, à travailler à +4°C, à nous déplacer à +4°C et à vivre dans une France à +4°C.

## Pour la première fois, une trajectoire de référence

Le nouveau plan repose, pour la première fois, sur une Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC), afin de préparer la France aux niveaux de réchauffement suivants :



Cette trajectoire repose sur le scénario tendanciel selon les données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). En France hexagonale, ce scénario prévoit une hausse des températures moyennes de 2°C en 2030, de 2,7°C en 2050 et de 4°C en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle. Ce scénario prend en compte les politiques mondiales d'atténuation en place et les engagements supplémentaires des États tels qu'exprimés dans leurs contributions nationales demandées par l'Accord de Paris.

NDLR Ça a fait l'objet d'une déclaration solennelle au 20 H ? Les journalistes passent leur temps à vous rappeler ça ?

# PROJECTION DES IMPACTS

## DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE EN FRANCE HEXAGONALE D'ICI 2100



**2024**



des forêts  
soumises au risque

**2050**



des forêts  
soumises au risque

**2100**



mois de saison  
feux dans certaines  
régions



**ENNEIGEMENT**



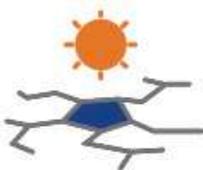
du volume des  
glaciers alpins  
depuis 1850



de baisse de  
l'enneigement en  
moyenne montagne



disparition des  
glaciers alpins



**SÉCHERESSES**



depuis les années  
1960



depuis les années  
1960



depuis les années  
1960

# LES IMPACTS DÉJÀ VISIBLES

## DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE EN FRANCE



### HAUSSE DE LA TEMPÉRATURE

**+1,7°C**

en moyenne en France hexagonale depuis 1900



### INONDATIONS

**313**

communes déclarées en état de catastrophe naturelle dans les Hauts-de-France entre fin 2023 et début 2024



### ÉROSION DU TRAIT DE CÔTE

**20%**

des 5 000 km de littoraux français déjà concernés



### SUBMERSION MARINE

**1,5 million**

d'habitants exposés au risque



### PROPAGATION DU MOUSTIQUE-TIGRE

dans

**78**

départements hexagonaux



### Apparition de fissures du fait du RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

**11 millions**

de maisons en zone à risque



### HAUSSE DU NIVEAU MARIN

**+20 cm**

depuis 1900



### VAGUES DE CHALEUR

**9**

des 10 années les plus chaudes jamais enregistrées l'ont été après 2010



### PERTE DE BIODIVERSITÉ

**+2 300**

espèces menacées sur plus de 12 500 espèces évaluées en France



Retrouvez  
l'intégralité  
du Plan sur  
[ecologie.gouv.fr](https://ecologie.gouv.fr)



# LES 14 MESURES PRINCIPALES DU PLAN

## ASSURANCE



### 1 — Renforcer le fonds Barnier pour mieux protéger la population. —

MESURE 1

Le changement climatique impose d'intensifier nos démarches de prévention des risques naturels. La prévention a fait ses preuves en préservant les vies humaines et en réduisant les dommages aux biens. L'objectif de cette mesure est de renforcer le soutien de l'État en faveur de la prévention.

Dès 2025, le fonds Barnier sera ainsi renforcé de 75 millions d'euros pour les mesures de prévention des collectivités (notamment pour protéger des quartiers de ville complets) et pour mieux protéger les Français face à l'intensification des événements climatiques et des risques, en particulier ceux liés aux inondations.

- *Concrètement, Axel V. propriétaire d'une maison située en zone inondable, pourra bénéficier d'un soutien financier pour effectuer des travaux préventifs pour protéger son habitation.*

### 2 — Une assurance pour tous, sur tout le territoire. —

MESURE 2

Un dispositif sera instauré afin d'inciter les assureurs à maintenir une offre assurantielle abordable et disponible sur tout le territoire et à ne pas délaisser les zones les plus à risques.

- *Concrètement, Marie B., habitante du Grau-du-Roi (Gard), continuera à avoir accès à une offre assurantielle abordable, même si elle habite dans une zone soumise au risque de submersion marine.*

Si vous ne décidez de rien, c'est que tout peut arriver

## GRAND PUBLIC



### 3 — Une cartographie nationale d'exposition aux risques naturels.

— MESURES 3 ET 7

Afin d'informer le public, une cartographie d'exposition aux risques naturels sera publiée d'ici 2027. Elle intégrera l'ensemble des aléas climatiques (inondations, incendies de forêt, submersions, cyclones...) et les effets prévisibles du changement climatique à 2050.

- *Concrètement, Ethan G., habitant de Lavaré (Sarthe), pourra consulter les cartes nationales afin de connaître le risque de feu de forêt dans sa commune.*

### 4 — Avec la Mission adaptation, un guichet unique de l'adaptation.

— MESURE 25

Les opérateurs de l'État concernés vont déployer une offre commune en expertise et ingénierie pour accompagner les collectivités désireuses de s'engager dans une démarche d'adaptation. À partir de 2025, cette mission adaptation accompagnera 100 territoires dans leur démarche d'adaptation au changement climatique.

- *Concrètement, la maire de Peyzac-le-Moustier (Dordogne) pourra obtenir un appui en ingénierie afin d'élaborer son plan de résilience territoriale.*

## LOGEMENT



### 5 — Des logements confortables malgré la chaleur. —

MESURE 9

L'objectif principal sera de mieux intégrer le confort d'été, et le confort thermique en Outre-mer, lors de la rénovation énergétique des logements. Certains éléments de diagnostic évolueront et des règles et programmes de rénovation intégreront systématiquement cet enjeu.

- *Concrètement, Henri M., propriétaire d'un appartement à Nice (Alpes maritimes), éligible à MaPrimeRénov', pourra intégrer son projet de rafraîchissement lors de la rénovation de son logement.*

## GESTION DE L'EAU



### 6 — Connaître la vulnérabilité des usages de l'eau à l'aune du changement climatique. — MESURE 21

Une étude spécifique sera réalisée dans les départements et régions d'Outre-mer sur les vulnérabilités de l'approvisionnement en eau potable.

- **Concrètement, l'ensemble des acteurs, en particulier les collectivités territoriales, auront une vision claire des évolutions futures de l'approvisionnement en eau et pourront préparer les évolutions nécessaires pour s'adapter.**

## DROIT DU TRAVAIL



### 7 — Des salariés mieux protégés. — MESURE 11

En 2025, les mesures de prévention mises en place par les employeurs pour assurer la sécurité des travailleurs en périodes de fortes chaleurs seront renforcées. Les outils à disposition de l'inspection du travail seront renforcés pour lui permettre de faire cesser immédiatement les situations de danger grave et imminent liées à l'exposition à la chaleur.

- **Concrètement, Maxime V., travailleur sur un chantier de construction, pourra bénéficier de dispositifs dédiés de protection lors des périodes de fortes chaleurs.**

## CULTURE



### 8 — Adaptation des sites culturels et patrimoniaux majeurs. — MESURE 43

Les bâtiments et sites iconiques de notre patrimoine, comme le mont Saint-Michel ou la tour Eiffel, seront aussi touchés par les effets du changement climatique. En 2025, un panel de sites patrimoniaux seront accompagnés pour étudier leur vulnérabilité au changement climatique et tester des solutions d'adaptation. Cette initiative permettra également de sensibiliser le grand public à l'impact du changement climatique sur notre patrimoine naturel.

- **Concrètement, un plan d'adaptation sera lancé sur 10 sites majeurs pour le patrimoine en France (dont a minima un site en Outre-mer), afin de les accompagner pour mesurer l'impact du changement climatique et définir des solutions.**

## TRAJECTOIRE DE RÉCHAUFFEMENT DE RÉFÉRENCE (TRACC)



### 9 — Intégrer la TRACC dans tous les documents de planification publique. — MESURE 23

La TRACC sera intégrée dans tous les documents de planification et sectoriels locaux pertinents, comme le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), le schéma d'aménagement régional (SAR), le plan climat-air-énergie territorial (PCAET), le schéma de cohérence territoriale (SCoT), le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI), et le schéma (directeur) d'aménagement et de gestion de l'eau (S(D)AGE) ou encore les chartes des parcs naturels régionaux afin que le climat futur soit bien intégré dans les décisions locales, au fur et à mesure de leur renouvellement.

- **Concrètement, les collectivités territoriales n'auront plus à se poser la question du scénario climatique à adopter pour leur politique d'adaptation et les analyses de vulnérabilité réalisées seront harmonisées et comparables.**

## SANTÉ



### 10 — L'approche « Une seule santé » pour prévenir les risques sanitaires liés au changement climatique et assurer la résilience de notre système de santé. — MESURE 16

En cohérence avec le plan d'action conjoint "Une seule santé" de l'alliance OMS, OMSA, FAO et PNUE qui reconnaît que la santé des Hommes, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et de l'environnement sont étroitement liées, des actions de prévention et de lutte contre les espèces porteuses de risques pour la santé seront développées. Une étude sera menée sur les conséquences du changement climatique sur notre système de santé et les moyens pour l'adapter et assurer la continuité de l'offre de soin sur l'ensemble du territoire.

- **Concrètement, une étude de vulnérabilité des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux sera menée en priorisant ceux qui sont les plus exposés aux risques liés au changement climatique et/ou qui se trouvent dans des zones urbaines.**

## ENTREPRISES



### 11 — Adaptation au changement climatique des transports.

— MESURE 30

L'adaptation des transports aux effets du changement climatique nécessitera d'établir des plans d'adaptation des infrastructures et services de transport à partir d'études de vulnérabilité. Ces études ont déjà été réalisées ou sont en cours pour la plupart des modes de transport. Pour les entreprises publiques majeures dans le secteur des transports, l'objectif est de finaliser ces études en 2025.

- *Concrètement, sur le modèle de la démarche expérimentale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur lancée en 2023, des études multimodales portant sur la résilience des différents modes de transport (routes, voies ferrées, voies navigables, ports, aéroports) de l'ensemble du système de transports d'une région seront encouragées. L'analyse des résultats permettra d'aboutir à des plans d'action avec pour ambition d'adopter un plan unifié pour tous les gestionnaires d'infrastructures et opérateurs de transports du territoire régional.*

### 12 — Adaptation au changement climatique des opérateurs d'importance vitale. — MESURE 33

Première étape fondamentale pour la compréhension des risques climatiques, l'étude de vulnérabilité sera progressivement obligatoire pour les grandes entreprises et les entreprises stratégiques, à commencer, dès 2025, par les grandes entreprises gérant des infrastructures de transport et d'énergie et, dès 2026, pour les opérateurs d'importance vitale. Sur cette base, des plans d'action seront élaborés afin d'adapter au mieux les infrastructures.

- *Concrètement, EDF mènera une étude de vulnérabilité d'ici 2025 afin d'intégrer le climat futur dans son programme de modernisation et éviter les ruptures de service.*



## ÉTAT EXEMPLAIRE



### 13 — L'adaptation du quotidien du travail des agents publics.

— MESURE 12

Face à l'augmentation prévisible des vagues de fortes chaleurs en France, la fonction publique d'État adaptera ses modalités de travail. Un bouquet d'actions sera étudié selon les situations. Une expérimentation sera notamment menée dans certains bâtiments publics particulièrement exposés au risque de fortes chaleurs afin d'aménager au mieux le quotidien de travail des agents publics.

- *Concrètement, il pourra s'agir de décaler les horaires d'activité, de réorganiser l'occupation des locaux sur les parois moins exposées à la chaleur, d'adapter les tenues de travail, la restauration et les activités pour préserver la santé des agents publics et la qualité de vie au travail.*



## AGRICULTURE



### 14 — Des exploitations agricoles plus résilientes. — MESURE 37

Un diagnostic d'évaluation de la résilience d'une exploitation agricole face au changement climatique, selon la Trajectoire de réchauffement de référence, sera mis en place d'ici 2026. Cet outil apportera des informations aux exploitants, dès leur installation et jusqu'à la transmission de leur exploitation, tenant compte de l'évolution prévue des conditions climatiques.

- *Concrètement, Linda B., viticultrice en Côte-d'Or, pourra bénéficier dès 2026 d'un diagnostic d'évaluation de la résilience de son exploitation au changement climatique afin d'avoir une vision prospective des impacts et des possibilités de culture.*



# 51 MESURES

- Mesure 1.** Renforcer le fonds Barnier pour accélérer les démarches de prévention des territoires et mieux protéger la population
- Mesure 2.** Maintenir la possibilité pour chacun de s'assurer contre les risques naturels en modernisant notre système assurantiel.
- Mesure 3.** Protéger la population des inondations en adaptant la politique de prévention des risques.
- Mesure 4.** Protéger la population des conséquences du recul du trait de côte en repensant l'aménagement des territoires exposés.
- Mesure 5.** Protéger la population des désordres sur les bâtiments liés au retrait-gonflement des argiles (RGA).
- Mesure 6.** Protéger la population des risques glaciaires et périglaciaires (ROGP).
- Mesure 7.** Se préparer à l'augmentation attendue des incendies de forêt et de végétation.
- Mesure 8.** Préparer la Sécurité Civile à l'augmentation des risques naturels.
- Mesure 9.** Adapter les logements au risque de forte chaleur.
- Mesure 10.** Déployer à grande échelle les technologies de froid renouvelable.
- Mesure 11.** Adapter les conditions de travail au changement climatique en renforçant les obligations de prévention des employeurs.
- Mesure 12.** Intégrer les enjeux d'adaptation au changement climatique dans l'ensemble des rénovations du parc immobilier de l'Etat.
- Mesure 13.** Renaturer les villes pour améliorer leur résilience face au changement climatique.
- Mesure 14.** Protéger les populations précaires des fortes chaleurs.
- Mesure 15.** Protéger les détenus et les personnels pénitentiaires des fortes chaleurs.
- Mesure 16.** Développer l'approche « Une seule santé » pour la prévention des risques sanitaires liés au changement climatique.
- Mesure 17.** Renforcer la surveillance et la connaissance des impacts du changement climatique sur la santé.
- Mesure 18.** Maintenir la qualité de l'air extérieur lors des vagues de chaleur.
- Mesure 19.** Intégrer les enjeux de l'adaptation au changement climatique dans la prévention des risques technologiques.
- Mesure 20.** Déployer les solutions d'adaptation fondées sur la nature.
- Mesure 21.** Préserver la ressource en eau face au changement climatique : renforcer le Plan Eau.
- Mesure 22.** Mettre à disposition des collectivités territoriales les informations nécessaires pour leur adaptation au changement climatique.
- Mesure 23.** Intégrer progressivement la trajectoire de réchauffement de référence dans tous les documents de planification publique.
- Mesure 24.** Intégrer les enjeux de l'adaptation au changement climatique dans toutes les normes techniques.
- Mesure 25.** Lancer la « Mission Adaptation », guichet unique d'ingénierie de l'adaptation à destination des collectivités locales.
- Mesure 26.** Mieux évaluer les actions d'adaptation menées sur le territoire.
- Mesure 27.** Mieux prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans les financements publics en faveur de la transition écologique dès 2024.

- |                   |   |
|-------------------|---|
| <b>Mesure 28.</b> | Assurer la continuité de l'enseignement scolaire et de l'accueil des jeunes enfants face au réchauffement climatique.   |
| <b>Mesure 29.</b> | Anticiper les conséquences du changement climatique sur notre système de santé.   |
| <b>Mesure 30.</b> | Assurer la résilience des transports et des mobilités.  |
| <b>Mesure 31.</b> | Assurer la résilience du système énergétique.   |
| <b>Mesure 32.</b> | Assurer la résilience des services de communication électronique.   |
| <b>Mesure 33.</b> | Mobiliser tous les secteurs économiques : intégrer l'adaptation au changement climatique dans les stratégies des entreprises.   |
| <b>Mesure 34.</b> | Intégrer les enjeux de l'adaptation dans les dispositifs d'aide aux entreprises.  |
| <b>Mesure 35.</b> | Accompagner l'adaptation du tourisme culturel, de montagne, littoral et nautique.   |
| <b>Mesure 36.</b> | Développer les connaissances, former et anticiper les conséquences du changement climatique dans le secteur agricole et l'industrie agro-alimentaire.   |
| <b>Mesure 37.</b> | Accompagner les exploitations agricoles, les filières et l'industrie agro-alimentaire face aux aléas climatiques et engager la transition vers des modèles résilients et bas carbone.                                       |
| <b>Mesure 38.</b> | Assurer la résilience de l'économie de la filière bois.   |
| <b>Mesure 39.</b> | Accompagner la pêche et l'aquaculture marine face au changement climatique.   |
| <b>Mesure 40.</b> | Mieux évaluer les actions d'adaptation mises en œuvre par les entreprises.  |
| <b>Mesure 41.</b> | Développer les outils et informations nécessaires aux entreprises pour s'adapter au changement climatique.  |
| <b>Mesure 42.</b> | Favoriser l'adaptation et la résilience des milieux naturels et des espèces au changement climatique.   |
| <b>Mesure 43.</b> | Protéger notre patrimoine naturel et culture des impacts du changement climatique   |
| <b>Mesure 44.</b> | Mobiliser la commande publique au service de l'adaptation au changement climatique.   |
| <b>Mesure 45.</b> | Mobiliser la recherche et les connaissances scientifiques sur le changement climatique et les solutions pour s'y adapter.   |
| <b>Mesure 46.</b> | Renforcer la gouvernance de l'adaptation au changement climatique.  |
| <b>Mesure 47.</b> | Mobiliser 10 000 jeunes en service civique écologique dans des missions liées à l'adaptation au changement climatique.  |
| <b>Mesure 48.</b> | Poursuivre et renforcer l'éducation au climat dans l'enseignement scolaire et introduire l'adaptation dans les cursus de l'enseignement supérieur.  |
| <b>Mesure 49.</b> | Former tous les agents publics aux enjeux de l'adaptation et mobiliser les compétences de l'État.   |
| <b>Mesure 50.</b> | Mobiliser les solutions d'intelligence artificielle au service de l'adaptation au changement climatique.  |
| <b>Mesure 51.</b> | Mobiliser les Français sur l'importance du sujet et ses bénéfices à court et moyen termes via le déploiement d'une communication pédagogique adaptée et la création d'une semaine de mobilisation annuelle de l'adaptation. |

Il ne manque qu'une seule chose :

Offrir des opportunités de rentabiliser ses investissements, quoi qu'il en coûte.

C'est dommage car sans ça, on ne comprend pas les conséquences de certaines mesures.